

Extrait du Rencontres Sociales

<http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article3247>

"Sommes-nous tous responsables de la crise ?"

- Regards -

Date de mise en ligne : vendredi 25 novembre 2011

Description :

Une chronique tirée de la Lettre d'APEX.

Rencontres Sociales

Une chronique tirée de la Lettre d'APEX.

"La faute des Grecs" ! Cette explication péremptoire, largement diffusée dans les médias, n'aura tenu que quelques jours. A peine, mis au point un rafistolage sur la dette grecque, que l'Italie est mise sous pression et que le gouvernement français prépare une nouvelle salve d'austérité et d'attaques sociales. Ce n'est pas « On paye pour les Grecs » qu'il fallait dire, mais « Tous des Grecs ! »...

Car, à des degrés divers, les mêmes régressions sont à l'oeuvre partout, nourries par la faillite des politiques économiques passées. Quelques concessions formelles sont faites sur la trop grande liberté donnée aux marchés financiers, sur la trop grande latitude donnée aux banques, sur les contradictions de la construction européenne. Mais, les politiques appliquées pour surmonter cette crise sont en tous points identiques à celles menées depuis 30 ans, si ce n'est qu'elles se déploient avec plus de précipitation et plus de violence sociale. Tout le monde sait que cette crise est due aux effets structurels des politiques de déréglementation, d'hyper-concurrence, de laxisme face à la finance de marché et d'extension continue des inégalités sociales. Depuis vingt-cinq ans, les crises monétaires, économiques ou financières n'ont cessé de se succéder jusqu'à ce qu'explose la « grande crise » de 2007/2008 dans laquelle nous sommes toujours. Pour en sortir, il n'est pas question de remettre en question les doctrines passées. En dépit de quelques effets d'estrade, les mêmes « principes » s'appliquent : pas de remise en question des politiques fiscales (sur les sociétés et sur les revenus) qui contribuent à l'anémie des revenus publics et « rationalisation » des dépenses publiques en s'attaquant d'abord à la protection sociale.

"Se serrer les coudes"

Les gouvernements appellent les populations à « comprendre » la situation. La chancelière allemande avoue qu'il faudra "une décennie" pour assainir ses finances et sortir de la crise de la dette, dans un message aux Allemands sur son site internet. Résoudre la crise de la dette "est un chemin qui demande beaucoup d'efforts, sur lequel nous devons avancer pas à pas", a-t-elle déclaré. "Chacun en Europe doit faire des efforts et accomplir ses devoirs", a-t-elle ajouté. Le premier « devoir » des gouvernements ne serait-il pas de balayer devant leur porte, eux qui ont imposé, jusqu'à plus soif et durant un quart de siècle, des politiques favorables à la finance de marché et défavorables aux finances publiques ?

En France, les recettes de l'Etat sont passées de 22% du PIB en 1980 à moins de 18% en 2008, alors que dans un même temps les dépenses (si décriées) évoluaient entre 22% et 24 du PIB. Baisse de 4 points pour les recettes, quasi stabilité relative pour les dépenses. L'impôt sur le revenu est devenu fortement dégressif pour les plus riches (1% de la population). La part de la valeur ajoutée distribuée sous forme de dividendes est passée de 3,1% en 1980 à 12,1% en 2008 ; en Allemagne de 8,4% à 20,7%. Et dans tous les grands pays industriels, la part du revenu capté par les plus riches a bondi au cours des vingt-cinq dernières années. Dit autrement, une part grandissante de la richesse créée n'a été ni dans les salaires, ni dans les recettes publiques ni dans l'investissement matériel puisque ce dernier est resté à peu près constant, en proportion du PIB, jusqu'en 2007.

Qui est responsable de ce transfert de richesse vers la finance spéculative ? Qui a favorisé ce déplacement du curseur par des déréglementations, des abandons sociaux, des niches fiscales, des allègements de charges ? Qui a tout fait pour que prolifère un marché financier qui s'abreuve à la source des inégalités sociales ? Qui a laissé les banques sortir de leur rôle essentiel pour se lancer dans l'ingénierie spéculative ? Et bien ce sont ceux qui aujourd'hui demandent aux 90% des peuples de payer l'addition de ce beau fiasco.

Des années de rigueur

Mais la chancelière allemande n'a pas tort sur le pronostic. Il faudra sans doute une décennie pour en sortir, maintenant que le mal est fait et à la condition que les peuples acceptent sans broncher la douche froide qu'on est en train de leur faire subir. Il n'est pas difficile de comprendre que vouloir à la fois réduire les dépenses pour diminuer la dette et créer de la croissance pour réduire les déficits est aussi compliqué que vider une baignoire en laissant le robinet constamment ouvert. La réduction des dépenses ralentissant la croissance et diminuant d'autant les recettes de l'Etat, le déficit ne peut se résorber. La preuve en est d'ailleurs régulièrement apportée : plus les plans d'austérité s'aggravent, plus le gouvernement est amené à réviser à la baisse le taux de croissance prévisionnelle et donc les rentrées fiscales afférentes.

Rafistolage dérisoire

La crise ! Une crise toute à la fois sociale, politique, économique, financière, institutionnelle... et qui est bien loin de se résumer à la dette Grecque. Cette crise qui a commencé en 2007, voilà quatre ans déjà, prend une nouvelle forme en cumulant crise des finances publiques, crise bancaire et pré-récession. Le président de la République estime que le dernier sommet du G20 « a permis d'adopter les éléments d'une réponse globale, d'une réponse ambitieuse, d'une réponse crédible à la crise que traverse la zone euro ». En quoi ?

La croissance moyenne au 2ème trimestre dans les sept pays occidentaux les plus industrialisés n'a été que de 0,1%% après une 0,2% au premier trimestre. L'activité industrielle se contracte en Europe en octobre, y compris en Allemagne. La demande des ménages s'érode. Le taux de chômage dans la zone euro a atteint 10,2% de la population active en septembre, son plus haut niveau historique.

En France, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) a progressé de 0,9 % en septembre, soit 26.000 personnes de plus, à plus de 2.780 millions. Après trois mois de hausse (mai-juin-juillet) et une petite baisse de 2.000 personnes en août, le nombre des demandeurs d'emploi sans aucune activité a ainsi progressé d'environ 58.000 depuis le début de cette année (+ 3 % sur un an).

L'Allemagne comptait en octobre 10.000 demandeurs d'emploi de plus qu'en septembre et le taux de chômage y est remonté à 7%. En Espagne, le chômage est reparti à la hausse au troisième trimestre, à plus de 21%, son plus haut niveau depuis 1996. A la fin septembre, le nombre de sans-emploi en Espagne s'élevait à près de 5 millions. Le taux des sans-emploi est de 46 % pour les 16-24 ans !

La récession est enclenchée au Portugal ainsi qu'en Espagne et bien sûr aussi en Grèce. Le reste est sans doute à venir. Pour faire face à cela, la réponse des gouvernements est un rafistolage dérisoire. Toujours plus d'austérité pour rembourser les dettes, et des dettes qui se gonflent faute de croissance économique. Pour briser ce cercle vicieux, il faudra que la question sociale, celle du chômage, de la pauvreté, de la solidarité prenne le pas sur toutes les autres. "